

Burundi : le VIH révélateur des défis liés au genre et aux droits humains

Arrib News, 26/11/2013 – Source Xinhua Le Burundi reste confronté à des défis liés au genre et aux droits humains dans la lutte contre le Sida, a affirmé mardi à Bujumbura un officiel burundais lors d'une séance de revue à mi-parcours du Plan stratégique national de lutte contre le sida (PSN) 2012-2016. « Malgré les avancées remarquables dans la riposte nationale contre le VIH, des défis persistent tant pour les aspects liés au genre que pour les droits sociaux et humains », a déclaré Damien Nimpagaritse, directeur technique au secrétariat exécutif permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida (SEP/CNLS) du Burundi.

Selon les données disponibles au Burundi, la situation générale de l'épidémie du VIH/sida se caractérise par une tendance à la féminisation et à la jeunesse avec des disparités selon le milieu de vie. Des facteurs socioculturels, économiques et structurels telles que les pratiques culturelles néfastes, les violences basées sur le genre, les disparités économiques, la pauvreté et les inégalités sociales, exposent les femmes et les groupes à haut risque à l'infection à VIH. Les violences sexuelles faites aux femmes constituent des actes de violation des droits humains et une porte d'entrée pour la propagation du VIH. L'enquête nationale de séroprévalence de 2007 montre une séroprévalence de 2,81% chez les hommes contre 2,91% chez les femmes. L'Enquête démographique et de santé (EDS) de 2010 révèle également une prévalence globale du VIH de 1,4% dans la population âgée de 15 à 49 ans avec 1% chez les hommes et 1,7% chez les femmes. Le taux de séroprévalence des travailleuses de sexe est de 22,8% alors que la séroprévalence moyenne nationale est estimée à 6,4%. Ce taux est aussi élevé chez les femmes divorcées et les veuves. En outre le total des personnes vivant avec le VIH est estimé à 89.000, 72.000 étant des adultes de plus de 15 ans dont 43.000 sont des femmes. La féminisation de la pandémie du VIH au Burundi serait due au statut économique de la femme, à la fois inférieur à celui de l'homme et aggravé par d'autres facteurs de vulnérabilité liés à son statut social, a fait remarquer Nimpagaritse. Le risque de nouvelles infections persiste en fonction de la pauvreté, du faible taux d'utilisation des préservatifs ainsi que la prévalence élevée des infections sexuellement Transmissibles (IST). Ces facteurs persistent différemment sur les hommes et les femmes, a-t-il insisté.